

La France de Macron l'arabophile soutient les terroristes palestiniens contre Israël

écrit par Christine Tasin | 13 février 2021



Et une lâcheté de plus. Et un scandale de plus...

La Cour Pénale Internationale, saisie par les terroristes et leurs amis prétend mettre son nez dans les territoires dits palestiniens et se mêler de la façon dont Israël se protège et protège les siens.

La CPI, dirigée par la très « objective », n'est-ce-pas, Fatou Bensouda, née dans une famille musulmane polygame, elle-même musulmane pratiquante ne ratant pas une occasion de dire du bien de l'islam.. Cerise sur le gâteau, elle est accusée d'antisémitisme par Netanyahu, elle a donc ouvert une enquête sur de prétendus crimes de guerre qui auraient été commis dans les territoires dits palestiniens.

Elle était sur la liste de Trump des personnalités interdites aux USA, après qu'elle eut ouvert également une enquête sur des « crimes de guerre des USA en Afghanistan ».. Elle a évidemment de demander à Biden de

lever les sanctions prises contre elle.

Comment a-t-elle pu, avec toutes ses tares, être élue à la tête de la CPI et imposer SES vues au tribunal ? Comment des pays dignes de ce nom, comme la France, peuvent-ils soutenir les positions et réquisitions d'une telle bonne femme ? L'islamo-gauchisme est parvenu au pouvoir partout dans le monde...et ceux qui devraient, qui pourraient s'y opposer, comme Macron, si empressé à taper sur Trump ou Poutine, se couche.

La Cour pénale internationale a décidé, vendredi, qu'elle pourrait agir dans les territoires palestiniens. Cela ouvre potentiellement la voie à une enquête pour crimes de guerre.

La Chambre préliminaire I de la [#CPI](#) rend sa décision sur la demande du Procureur relative à la compétence territoriale concernant la [#Palestine](#) ☐☐ <https://t.co/dCJXTMwi00>

– *CPI-Cour pénale int. (@CourPenaleInt) [February 5, 2021](#)*

<https://www.leparisien.fr/international/israel-la-cour-penale-internationale-se-dit-competente-dans-les-territoires-palestiniens-05-02-2021-8423506.php>

De nombreux pays, européens (et même le Canada de Trudeau, même les USA de l'arabophile Biden) se lèvent pour s'y opposer, au simple motif qu'il n'y a pas de pays appelé Palestine. De nombreux pays... sauf la France qui se tait. Qui ne dit mot consent.

L'Australie, l'Allemagne, la

République tchèque, la Hongrie, l'Autriche, le Brésil, l'Ouganda et le Canada s'opposent à l'enquête de la CPI contre Israël. Silence de la France...

L'Allemagne et la Hongrie ont exprimé leur opposition à la décision de la Cour pénale internationale selon laquelle elle peut enquêter sur Israël pour des crimes de guerre présumés.

Le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas a déclaré: «*Notre vision juridique de la compétence de la CPI concernant les crimes présumés commis dans les territoires palestiniens reste inchangée. Le tribunal n'a pas compétence, en raison de l'absence de l'élément d'État palestinien requis par le droit international.* »

Maas a ajouté que l'Allemagne soutenait la CPI en général, ainsi que la création d'un État palestinien.

La déclaration du ministre allemand des Affaires étrangères est intervenue le lendemain de son entretien avec le ministre des Affaires étrangères Gabi Ashkenazi.

Vendredi, la Chambre préliminaire de la CPI a statué qu'elle était compétente pour enquêter sur les crimes de guerre à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est qui auraient été commis depuis le 13 juin 2014. Cela pourrait inclure d'éventuelles poursuites contre le Premier ministre Benjamin Netanyahu, les ministres de la Défense et d'autres hauts fonctionnaires, ainsi que des soldats et des commandants. L'enquête comprend l'opération Bordure protectrice et l'activité de règlement.

Le procureur général Avichai Mandelblit a réitéré la position d'Israël sur la décision lors d'une conférence mardi, disant: «*L'État de Palestine n'existe pas selon le droit*

international. Huit pays importants ont rejoint notre position ... Selon les accords d'Oslo, il n'y a pas d'État de Palestine, il n'a pas de frontières ... et il n'a pas la compétence de juger les Israéliens. C'est une décision malheureuse et erronée. »

Mandelblit a ajouté qu'il ne voyait aucun danger immédiat pour les Israéliens.

«Ce tribunal a été créé pour enquêter sur les atrocités», a déclaré le procureur général lors d'un événement parrainé par le dépliant religieux de droite B'Sheva. «Il y a des atrocités dans ce monde. Israël ne commet pas d'atrocités; nous avons des lois de la guerre, nous avons une magistrature glorieuse de renommée mondiale.

L'Australie, l'Allemagne, la République tchèque, la Hongrie, l'Autriche, le Brésil, l'Ouganda et le Canada ont exprimé leur opposition à une enquête de la CPI sur Israël avant la décision, et Jérusalem espère également obtenir leur soutien public après.

Ashkenazi a continué à appeler les alliés d'Israël mardi pour renforcer son dossier contre une enquête de la CPI, s'entretenant avec ses homologues au Canada, en Hongrie et à Chypre.

Le ministre hongrois des Affaires étrangères Péter Szijjártó a écrit sur Facebook que *«la Hongrie n'est pas d'accord avec cette décision. Au cours de la procédure judiciaire, nous avons déjà signalé que, selon notre position, la Palestine n'a pas de juridiction pénale sur les citoyens israéliens.»*

«Nous avons toujours soutenu le droit d'Israël à se défendre et nous pensons que la paix dans la région ne peut être obtenue que par des négociations basées sur le respect mutuel», a ajouté Szijjártó. «La décision de la CPI ne nous rapproche pas de cela.»

Le ministre chypriote des Affaires étrangères, Nikos

Christodoulides, a exclu la CPI de sa déclaration sur l'appel avec Ashkenazi, affirmant qu'ils avaient eu un «échange de vues opportun et utile» et «discuté de la coopération bilatérale, y compris sur le COVID-19, et des derniers développements dans notre région».

[Ashkenazi](#) s'est entretenu avec le ministre canadien des Affaires étrangères, Marc Garneau, mardi après-midi, à la suite de la déclaration de Garneau soutenant la position d'Israël.

La nuit précédente, Garneau a déclaré: «La création d'un État palestinien ne peut être réalisée que par des négociations directes entre les parties. Tant que ces négociations n'auront pas abouti, la position de longue date du Canada demeure qu'il ne reconnaît pas un État palestinien et, par conséquent, ne reconnaît pas son adhésion à la «CPI».

Plus tôt cette semaine, Ashkenazi s'est entretenu avec le secrétaire d'État américain Antony Blinken pour la deuxième fois, le remerciant pour son soutien public après que la Cour pénale internationale a décidé qu'elle pouvait enquêter sur Israël pour des crimes de guerre présumés, une décision qualifiée de «scandaleuse» par Ashkenazi.

«J'ai souligné au secrétaire d'État que la décision de la cour est erronée en son essence et qu'elle met en danger la rare opportunité de promouvoir la paix dans notre région», a tweeté Ashkenazi après l'appel.

Samedi soir, le porte-parole du département d'État américain Ned Price a déclaré: *«Nous ne pensons pas que les Palestiniens soient considérés comme un État souverain ... Nous sommes très préoccupés par les tentatives de la CPI d'exercer sa juridiction sur le personnel israélien. Les États-Unis ont toujours été d'avis que la compétence de la cour devrait être réservée aux pays qui y consentent ou qui sont renvoyés par le Conseil de sécurité des Nations Unies.*

La ministre australienne des Affaires étrangères, Marise Payne, a exprimé ses «profondes inquiétudes» concernant la décision de la CPI et a appelé la Cour à ne pas s'impliquer dans le conflit israélo-palestinien.

«L'Australie ne reconnaît pas un« État de Palestine », notant que les questions relatives au territoire et aux frontières ne peuvent être résolues que par des négociations directes entre Israël et les Palestiniens», a déclaré Payne samedi. «Nous avons clairement indiqué dans nos observations soumises à la Chambre préliminaire que l'Australie ne reconnaît donc pas le droit de tout prétendu« État de Palestine » d'adhérer au Statut de Rome. La [CPI] ne devrait pas exercer sa compétence en la matière. »

© Moshé Anielewicz – Europe Israël News

<https://www.europe-israel.org/2021/02/laustralie-lallemagne-la-republique-tcheque-la-hongrie-lautriche-le-bresil-louganda-et-le-canada-sopposent-a-lenquete-de-la-cpi-contre-israel-silence-de-la-france/>